

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 23 AVRIL 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

POUR PRENDRE LES PATRONS A LA GORGE LUTTONS TOUS ENSEMBLE

Au cours des dernières grèves qui se sont déroulées aux Antilles, et particulièrement en Guadeloupe, les travailleurs ont pu observer un durcissement très net de l'attitude des patrons face à leurs revendications.

En temps habituel, les patrons ne cédaient que devant les grèves les mieux organisées. Aujourd'hui l'expérience montre que, dans la situation de crise actuelle, ces patrons ne cèdent que face à des mouvements très durs de la part des travailleurs.

Pour prendre le dernier exemple en date, celui de la grève des employés de commerce, l'attitude du patron de Prisunic est très significative à cet égard. Rimbaud ne cédera que si les travailleurs le prennent à la gorge.

En période de crise, les patrons veulent faire partager aux travailleurs leurs difficultés économiques et leur demandent de faire les frais de la crise en cours. Or, lorsque leurs affaires étaient florissantes, ils n'ont pas "partagé" avec les travailleurs les profits qu'ils accumulaient.

Partager les difficultés, cela signifie maintenir les salaires au plus bas niveau. Partager les difficultés, c'est accepter de travailler plus pour les mêmes salaires, c'est accepter souvent que les heures supplémentaires ne soient pas payées. Faire les frais de la crise, c'est aussi accepter d'être licenciés sans mot dire.

Telle est la volonté des patrons. Et lorsque les travailleurs se battent contre cela, ils durcissent leurs positions pour tenter de mettre en échec le mouvement de grève, ou pour faire payer aux travailleurs le plus cher possible leurs succès.

Dans une période comme celle que nous vivons, les travailleurs doivent chercher dans leurs luttes à briser le moral des patrons. Pour cela la lutte doit être la plus déterminée possible. Elle doit viser à faire perdre aux patrons bien plus que ce qu'ils ont à céder par les revendications.

Les travailleurs doivent se rendre compte qu'ils ne feront plier les patrons qu'en les menaçant de tout perdre.

Or, cette menace, elle, ne peut s'exercer dans une seule entreprise ni

(Suite page 2)

tous dans la rue le 1er mai

Comme les années précédentes nous participerons aux manifestations organisées par les partis et syndicats qui se réclament de la classe ouvrière.

Nous y participerons sans toutefois que cette participation revête en aucune manière un soutien quelconque à la politique de soutien à l'Union de la Gauche.

Nous voulons, particulièrement dans une période où de nombreux travailleurs ont justement des illusions sur ce que fera demain un gouvernement de gauche, les éclairer à ce sujet.

Nous respectons bien sûr les sentiments et la volonté des travailleurs. Et puisqu'ils souhaitent dans leur grande majorité qu'un tel gouvernement de gauche voit le jour, nous restons solidaires d'eux.

Mais cela ne nous conduit pas pour autant à partager les mêmes illusions. Illusions que nous tenons à combattre publiquement devant la classe ouvrière.

Cela d'autant plus que de nombreux travailleurs qui ont soutenu l'extrême-gauche aux dernières municipales, aux Antilles comme en France, ont eux aussi exprimé cette méfiance que nous voulons faire partager envers une gauche qui sera peut-être demain au pouvoir.

Ce premier mai donc, par tracts, banderoles, panneaux, par nos mots d'ordre, nous exprimerons cette politique. Nous appellerons les travailleurs à ne compter que sur leurs luttes pour voir changer leur sort.

Nous leur dirons :

"Travailleurs, n'attendons pas les élections législatives de 78 pour changer notre sort. C'est ici et maintenant que nous devons nous battre.

" Ne comptons que sur nos propres forces pour cela.

" Les gouvernements changent, la gauche remplace la droite, mais c'est toujours par la lutte que nous ferons aboutir nos revendications."

Nous n'accorderons donc pas notre confiance à un gouvernement même de gauche, dans un état qui reste celui des riches, des patrons.

Tout cela, nous souhaitons que des travailleurs en nombre important le disent avec nous et l'expriment clairement.

Car moins les travailleurs ont d'illusions dans la tête, plus ils ont de chance de maîtriser leur propre avenir.

Martinique
L'ELECTRICITE BAISSE,
SANS BAISSER, TOUT
EN BAISSANT (vu par
France Antilles)

Sous le titre alléchant : " baisse de 5 à 10% des tarifs de l'électricité", France-Antilles du 20 avril lance une véritable opération de bluff. En effet, il s'agit bien de l'application de nouveaux tarifs plus avantageux de 5 à 10%, mais seulement pour les nouveaux abonnés et quelques rares cas spéciaux, c'est-à-dire en réalité pour très peu de monde.

Quant aux autres abonnés, ils ne verront aucune baisse, les tarifs en Martinique étant bloqués, en attendant que les tarifs appliqués en France arrivent à leur niveau par le jeu de la hausse des prix. Car il faut remarquer que jusqu'à présent les consommateurs martiniquais payaient l'électricité plus cher que les consommateurs français.

Ainsi donc, France-Antilles utilise un truc journalistique bien connu par une certaine presse à scandales pour tromper ses lecteurs, attirer plus de clients et faire par la même occasion de la propagande pour le gouvernement : mentir, sans mentir, tout en mentant.

MARTINIQUE

REUNION PUBLIQUE de *combat*
OUVRIER à F. de F. 18h 30
mardi 26 avril

THEMES: - le 1er mai
- la situation politique en Martinique

GUADELOUPE

REUNION PUBLIQUE de C.O.A.P.A.P.
vendredi 29.4 à la MUTUALITE

THEMES: - le 1er mai : quel programme pour la lutte des travailleurs ?
- Faut-il attendre les prochaines législatives pour se battre contre les effets de la crise et contre le plan Barre ?

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

5^{ème} supplément au mensuel N° 73

EDITORIAL

(suite)

même dans une seule branche. Il faut toute la force de la classe ouvrière. Il faut agir tous ensemble. Avec un programme qui soit celui de tous les travailleurs et qui vise une amélioration réelle du sort des pauvres, en s'attaquant aux biens des riches.

C'est dans cette voie-là que doivent s'engager les travailleurs s'ils ne veulent connaître désillusions et défaites graves.

Il ne leur en coûtera pas plus que de se battre en ordre dispersé comme c'est le cas actuellement. La lutte tous ensemble n'a que des avantages.

Avantage de l'efficacité qui aurait vite fait de dresser contre les patrons arrogants de ce pays une telle masse en cloître qu'ils auraient vite fait d'apprendre à la respecter.

Avantage d'apprendre à se battre pour une cause commune, d'apprendre à se considérer comme membres d'une même classe, ayant les mêmes intérêts à défendre.

La classe ouvrière a les moyens de mener dans ce pays une telle politique. Il suffit qu'elle le veuille vraiment.

Pointe à Pitre

CITÉ MORTENOL : LA NÉGLIGENCE CRIMINELLE DE LA S.I.G.

En novembre 76, à la cité de Mortenol un enfant de deux ans mourait des suites d'une chute. C'est en jouant dans les escaliers que cet enfant est tombé, car la balustrade métallique, mal scellée ou trop ancienne, a cédé.

Depuis ce drame, la S.I.G., propriétaire des Lâtiments, n'a trouvé comme solution que de faire apposer contre les anciennes balustrades (en fer) des planches sur lesquelles est inscrit : "DANGER". Comment un enfant qui ne sait pas lire peut-il prendre conscience du danger ? D'ailleurs, même un adulte peut tomber puisque la cité, la nuit n'est pas éclairée et que ces barrières ne sont pas signalées par des points lumineux.

C'est bien sûr par un souci monstrueux d'économie que la S.I.G. refuse de faire remplacer les barrières et éclairer les escaliers la nuit. Par cette attitude la S.I.G. et son directeur se rendent responsables de la mort de cet enfant ET DE TOUT AUTRE ACCIDENT survenant pour des raisons semblables dans cette cité. Ce même directeur a d'ailleurs fait preuve d'un cynisme écoeurant, lorsque, après ce terrible accident, il a dit : "c'est aux parents de surveiller leurs enfants".

Puisque la cupidité de ce monsieur est sans limites, les locataires ont des moyens d'agir, notamment la grève des loyers en attendant que la sécurité de tous soit assurée !

GUADELOUPE

La grève du commerce tient bon!

La grève des employés du commerce continue. A l'arrogance et au durcissement de ton des patrons les grévistes ont répondu en durcissant et en élargissant leur action : SOFROI, SUPERETTE sont entrés en grève.

Le moral des travailleurs du commerce est très élevé. Bien qu'ils n'aient pas réussi ou cru devoir pour l'instant se donner une direction qui soit un véritable comité de grève, il reste que leur participation au mouvement est grande, la direction du SPECOG ayant une attitude plus démocratique vis-à-vis des travailleurs que bien d'autres syndicats lorsqu'il y a une grève.

Pourtant, malgré cela, nous pensons qu'il est quand même de l'intérêt des travailleurs de mettre sur pied une direction indépendante des syndicats. Indépendance ne signifie pas nécessairement opposition ou hostilité. Cela veut simplement dire que pour les travailleurs ce comité de grève sera une garantie supplémentaire que leurs intérêts seront bien et à tout moment défendus.

Nous publions ci-contre un extrait d'un texte qui a été distribué aux grévistes par nos camarades du commerce.

"(...) La démocratie d'une grève ce n'est pas comme le fait le SPECOG que le syndicat accepte que les travailleurs s'expriment et fassent savoir leurs désirs. C'est quand même la moindre des choses. Non, la démocratie dans la lutte c'est que les travailleurs aient le contrôle réel du mouvement par un organisme qui ne soit ni SPECOG ni CGT. Car ce n'est qu'ainsi que, d'abord, les divisions syndicales perdront leurs raisons d'être, enlevant tout prétexte à ceux qui hésitent à rejoindre le mouvement en cas de désaccord avec les syndicats. Ce qui n'est pas rare dans les grèves de ce type. Et enfin, la grève non seulement doit permettre aux travailleurs d'améliorer leurs salaires et leurs conditions de travail mais elle doit aussi leur apprendre à se battre toujours mieux et pour des objectifs qui dépassent les problèmes de salaires. Les travailleurs doivent certes prendre conscience qu'ils ont la force, le nombre mais encore qu'ils peuvent être aussi la tête qui dirige.

Si les travailleurs du commerce parviennent à diriger eux-mêmes cette lutte, s'ils tiennent bon, ils ont la possibilité d'arracher une retentissante victoire face aux patrons.(...)"

o - o - o

SÉCURITÉ

SOCIALE :

Comment Mme Veil

équilibre un budget

Une fois de plus, Mme Veil, ministre de la Santé a ameuté la télé, la radio, les journaux afin de nous expliquer de quelle manière elle va combler le déficit de la Sécurité Sociale. Périodiquement elle essaie de nous faire croire que ce déficit est le fait : d'une part des hôpitaux, d'autre part des gens qui consomment trop de médicaments dits de "confort".

Voilà une explication bien simpliste, car le seul responsable c'est le gouvernement. C'est lui qui facture aux hôpitaux le prix de la TVA sur les médicaments, le matériel etc... Ce même gouvernement qui ne finance pas les hôpitaux (c'est la Sécurité Sociale qui paie le prix de journée), trouve ainsi le moyen de soutirer de l'argent dans les caisses de la Sécurité Sociale, c'est-à-dire dans la poche des travailleurs.

De plus certains patrons des grandes entreprises doivent des millions de cotisations à la S.S. et cela depuis des années. L'état ne fait rien pour les obliger à payer. Et Mme Veil, en bonne représentante de ce gouvernement, se garde bien de dénoncer les vrais responsables car toutes ses élucubrations n'ont qu'un seul but : faire "avalier" aux travailleurs que bientôt certains médicaments ne leur seront plus remboursés qu'à 30 ou 40%.

C'est en tout cas la solution que Mme Veil a trouvée. Aux travailleurs maintenant de ne pas se laisser faire.

GUADELOUPE

CANNE :

La situation s'aggrave pour les travailleurs agricoles

Cette année, la situation dans la canne est dramatique. En effet, depuis l'ouverture de la récolte, les ouvriers agricoles ont de grandes difficultés à obtenir une journée de travail. Ceci pour de multiples raisons, notamment :

- la mécanisation de la coupe
- la pléthore de coupeurs et d'amarreuses.

Ainsi, les capitalistes de la canne se soucient peu de l'importance du chômage en Guadeloupe et utilisent de plus en plus les machines à couper la canne. Cette modernisation se fait au détriment des ouvriers agricoles. Ceux-ci n'ont même plus les quelques journées de travail nécessaires pour se nourrir eux et leur famille.

Ceci est d'autant plus grave que l'augmentation du chômage fait que des travailleurs de plus en plus nombreux se tournent vers la coupe de la canne pour se procurer quelque argent. Aussi, profitant de la situation, les capitalistes distribuent le travail en payant au rabais et à la tête du client.

Plus encore, la discrimination entre hommes et femmes bat son plein. En effet, dans la région de Bonne-Mère par exemple, une amarreuse travaillant en tandem avec un coupeur obtient 3/4 d'une tâche alors que ce dernier obtient une tâche complète soit 70 m sur 4 rangs. C'est là une situation intolérable.

Les travailleurs des champs devront s'organiser pour imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, afin aussi de supprimer les différences entre salaires des hommes et salaires des femmes.

ACHETEZ - L I S E Z

COMBAT OUVRIER (MENSUEL)